

Budget principal des dépenses, 1985-1986

Dans ma circonscription, Ottawa-Centre, dans la région d'Ottawa en général et dans beaucoup d'autres parties du Canada, de nombreuses personnes viennent juste de commencer à mettre sur pied un nouveau secteur économique important, basé sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Dans ce secteur, les réductions ont été annoncées à l'automne. Elles se montrent à 50 ou 60 millions de dollars quand la participation du CNRC se terminera, à la fin de l'année financière qui vient. C'est aussi un coup dur pour ce secteur prometteur, secteur qui aurait créé des emplois et pouvait en créer beaucoup plus que l'Énergie atomique qui, elle, ne manque pas de financement.

Enfin, six mois après les élections, le taux de chômage du mois dernier a augmenté davantage que pendant n'importe quel mois des cinq années précédentes et, pourtant, le gouvernement supprime 600 postes au ministère de l'Emploi et de l'Immigration. On annonce à une mère enceinte qui vient au bureau de l'emploi de ma circonscription d'Ottawa-Centre pour se renseigner sur les prestations de maternité qu'elle doit attendre plus d'une heure pour parler à un conseiller et que le gouvernement va supprimer encore 600 postes. Dans la circonscription du député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), 30 p. 100 de la population est au chômage. Les habitants de cette circonscription et ceux de bien d'autres régions du pays sont déjà extrêmement mécontents à cause du chômage; pourtant, on réduit une fois de plus les effectifs d'Emploi Canada. Je le répète, les agriculteurs et les détenteurs d'obligations du gouvernement du Canada n'ont pas à faire la queue lorsqu'ils vont toucher leurs coupons, mais les citoyens ordinaires sont touchés par les coupures prévues dans ce cas-ci.

● (1550)

Emploi Canada parlait de consacrer 1 milliard de plus à la création d'emplois mais ses prévisions budgétaires ont diminué d'un demi-milliard. Compte tenu de ces deux éléments, les crédits supplémentaires que le gouvernement a promis de consacrer à la création d'emplois l'année prochaine correspondent, d'après mes calculs, à un demi p. 100 de l'ensemble des dépenses du gouvernement du Canada. Les changements que l'on retrouve dans les prévisions budgétaires sont profondément injustes. Les bûcherons, les agriculteurs et les travailleurs en souffrent. Les banques et les grosses sociétés en profitent.

Je signale qu'en 1979, le parti conservateur a publié avec son budget des prévisions sur les dépenses fiscales. Elles devaient coûter alors une trentaine ou une quarantaine de milliards aux contribuables. J'espère bien que le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) et son gouvernement veilleront à ce que nous recevions à nouveau ce document.

On fait des réductions qui touchent les citoyens ordinaires mais on ne touche pas aux privilèges ni aux cadeaux accordés aux grandes sociétés, ce qui me désole. En fait, le gouvernement a bien dit qu'il ne toucherait pas à l'impôt sur le revenu des sociétés après avoir augmenté considérablement les impôts des citoyens ordinaires.

S'il faut faire des sacrifices, il faut être juste. S'il faut faire des sacrifices, il ne faut pas les imposer uniquement aux citoyens ordinaires. S'il faut faire des sacrifices, faisons trinquer les grandes sociétés pétrolières, les multinationales, les sociétés étrangères qui ont la main haute sur plus de la moitié du secteur manufacturier, les personnes qui ont des capitaux considérables et qui spéculent. Certains Canadiens spéculent contre leur propre devise. Qu'ils portent le fardeau au lieu de l'imposer aux citoyens ordinaires.

Mon temps de parole est écoulé. Nous aurons l'occasion de reprendre ce débat un autre jour, à la Chambre et en comité.

[Français]

Je félicite le ministre pour sa présentation, mais pas entièrement pour le contenu de ses prévisions budgétaires.

[Traduction]

M. le Président: Des questions?

M. Foster: Au sujet du budget des dépenses déposé aujourd'hui, monsieur le Président, je voudrais demander au président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) pourquoi exactement le gouvernement a décidé de réduire le budget de la Société du crédit agricole d'environ 400 millions de dollars. Les agriculteurs canadiens sont sans aucun doute dans une situation financière plus précaire qu'ils ne l'ont jamais été depuis les années 30. D'après les chiffres de la Société de crédit agricole, 39,000 agriculteurs éprouvent de graves difficultés financières. Ces derniers espèrent que le gouvernement va les aider, soit en diminuant les taux d'intérêt, soit par l'intermédiaire de programmes comme le Farmers' Home Administration Program des États-Unis.

En cette période de détresse sans précédent, le gouvernement ramène le budget de la SCA d'environ 490 millions de dollars à 90 millions. Je me demande si le ministre de l'Agriculture (M. Wise) ou le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) ont décidé de se désintéresser complètement des très graves problèmes des agriculteurs. Peut-il nous expliquer pourquoi le gouvernement agit ainsi?

M. de Cotret: Monsieur le Président, je me ferai un plaisir de rappeler au député certains faits avant de revenir sur ses conclusions. Il y a effectivement une réduction sous ce poste dans le budget des dépenses. Je puis assurer au député que, malgré cette diminution, compte tenu de certains faits, le gouvernement consacrera à ce secteur en 1985-1986 au moins autant d'argent qu'en 1984-1985.

Il convient de souligner deux choses importantes. La première est un changement qui permet à la Société d'emprunter en son propre nom. Cette modification aura bien sûr un effet sur le budget des dépenses. Deuxièmement, des changements ont été apportés compte tenu du fait que la demande pour ce genre de crédit a chuté d'une façon très nette en 1984-1985, malgré les affirmations du député. Nous avons rajusté les chiffres de 1985-1986 pour faire en sorte que le gouvernement apporte à ce secteur très important de notre économie une aide au moins équivalente à celle consentie l'année dernière. Par conséquent, il n'y a pas de réduction en réalité.